L'avant-projet du PS et le débat

« L'idée du socialisme ne sort pas intacte de l'effondrement du prophétisme révolutionnaire »

Le nouveau « projet » socialiste, dont l'adoption doit faire l'objet d'un congrès extraordinaire, du 13 au 15 décembre prochain, est à l'état de « texte provisoire » ou d'avant-projet, rédigé sous la responsabilité de M. Michel Charzat, membre du secrétariat national chargé de cette tâche. La direction du PS doit en discuter au cours d'un « séminaire », mercredi 11 et jeudi 12 septembre. Ce document de deux cent quarante pages, issu des auditions organisées depuis l'an dernier et des textes envoyés, au nombre de plus d'un millier, par les fédérations ou sections socialistes, a l'ambition de dessiner les contours du socialisme démocratique des décennies à venir – sachant que *« l'idée du socialisme ne sort pas intacte »* de l'effondrement du communisme – et de préciser ses propositions pour la France d'aujourd'hui.

Dans sa présentation de l'avant-projet socialiste, M. Charzat souligne que la *« grande transformation du monde »* à laquelle on assiste interdit de concevoir un *« projet livré clés en main, sur la base de données révolues ou de schémas de pensée sclérosés »*.

S'interrogeant sur l'état du monde – *« Moyen Age ou république universelle ? »*, – l'avant-projet identifie trois *« menaces »*. La première est le *« passivité démocratique »*, qui se caractérise par le fait que *« beaucoup en viennent à considérer que l'effacement des grandes espérances rend vaine la vie publique »*. La seconde est le *« regain de l'intégrisme »*, dont l'ambition est d'*« abolir la distinction entre la sphère privée et la sphère publique »*. La troisième est le retour des *« passions nationales »* : *« L'affirmation du fait national répond à la crainte des citoyens d'être dépossédés de leur avenir par des mécanismes ou des institutions sur lesquels ils n'ont pas de prise; mais entre cette exigence légitime et la prolifération des nationalismes rivaux, la frontière est décisive. »*

« L'enlisement dans la société duale »

En France, la gauche et la droite *« ont été surprises par la formidable accélération des mutations de la société française »*. Décrivant l'*« ébranlement »* de la charpente sociale, l'avant-projet souligne que, *« la classe ouvrière se perpétuera de plus en plus à partir d'elle-même, comme cela se produit déjà en Grande-Bretagne ou en Suède, transmettant ainsi certains comportements d'une génération à l'autre »*. Il relève, cependant, *« l'homogénéisation des modes de vie »*, qui a pour corollaire *« les aspirations à l'individualisation des situations »*, tandis que la proportion des personnes âgées de plus de soixante ans augmente.

La *« valse des valeurs »* se caractérise surtout par le *« dépérissement de l'idée d'intérêt général dans une société en passe d'être subjuguée par le modèle libéral de la réussite individuelle »*. *« La corruption dans la société et jusque dans la fonction publique commence à gangrener certains têtes, quand ce n'est pas certains corps. [...] Les dérapages du politique-business ont donné lieu à une amnistie qui a été fort mal comprise et ressentie par nos concitoyens. »*

L'avant-projet souligne que, *« fait nouveau, l'enlisement dans la société duale développe les situations permanentes d'exclusion »*, et il insiste sur l'extension de la solitude qui frappe ces exclus, mais aussi les enfants, les mères célibataires ou divorcées, les personnes âgées. Les milieux populaires sont aussi plus souvent que les autres victimes de la petite délinquance, qui a *« littéralement explosé au cours des deux dernières décennies »*, et cette *« nouvelle inégalité, lourde de frustrations, a été tardivement prise en compte par la gauche »*. D'autres *« formes d'agression »* nourrissent le sentiment d'insécurité, mais celui-ci a aussi une dimension sociale : l'inquiétude des couches modestes et moyennes, qui aspirent à un avenir mieux assuré. Or, *« la gauche, avec son discours tourné en priorité vers les « victimes », n'a pas su s'adresser à son électorat naturel : cadres et techniciens, salariés moyens du secteur public, ménages d'employés et d'ouvriers qualifiés »*.

« Enfin, est-il observé, *un nombre croissant de laissés-pour-compte de la modernisation vivent en victimes leur déclassement, réel ou imaginaire. La peur de la rétrogradation sociale, le ressentiment à l'égard d'une société qui célèbre l'enrichissement sans cause favorisent les crispations, la xénophobie, le racisme, le dénigrement de la démocratie. »* Traitant de *« l'essor d'un national-populisme politique et social, qu'orchestre le Front national »*, l'avant-projet souligne que, *« pour s'être trompée d'analyse sur la montée de la xénophobie et du racisme dans les années 80 »*, en appelant au respect de la différence, alors que ce qui s'exprimait était la peur d'une perte d'identité, *« la gauche a perdu le contact avec certaines fractions déshéritées du peuple. »*

L'avant-projet rappelle qu'*« une grille de lecture fondée sur la répartition des richesses et des avantages sociaux constitue la base d'une analyse sociale de gauche »*. Il observe que *« l'accentuation des inégalités n'est pas un phénomène massif en général, mais se concentre fortement aux deux extrémités de l'échelle sociale »*. Croisant plusieurs types d'analyse des groupes sociaux, il insiste sur *« l'émiettement social »*.

L'*« éclatement des identités sociales »* prive de *« visibilité »* des pans entiers de la société : *« Les syndicats ne sont plus, aujourd'hui, que l'ombre d'eux-mêmes »*, et si la vie associative s'est considérablement développée, la part des associations qui sont *« tournées vers la « chose publique »* – parents d'élèves, écologistes – tend à diminuer. Parallèlement, le regain des corporatismes *« est le signe d'un déficit civique »* et marque *« le retour du pays réel »* au détriment de la *« citoyenneté active ou participative »*. D'où une crise de la démocratie représentative, dont l'émergence du Front national est le *« principal révélateur »*, qu'aggrave l'*« hypermédiatisation »* de la société et qui se nourrit de l'impuissance du politique, à travers l'action de l'Etat, à *« peser sur le cours des choses »*, qu'il s'agisse du chômage, de l'environnement ou des flux migratoires.

L'avant-projet socialiste s'efforce, ensuite, d'*« éclairer l'avenir »*. Il insiste sur la *« mondialisation du capitalisme »* et remarque qu'*« une véritable épidémie démocratique s'est produite au tournant des années 80 »*, entraînant la *« crise finale du communisme »*, laquelle a pour conséquence que *« l'histoire, après une longue parenthèse, l'emporte à nouveau sur la géographie »*. Autre conséquence de ce bouleversement, la *« disparition du tiers-monde »*, notion idéologique et réalité politique qui n'existaient que par référence aux deux autres « mondes ». En résulte une *« instabilité »* et une *« imprévisibilité »* des relations internationales, que ce soit en Europe ou dans le Sud.

« Crise de l'identité nationale »

« Désormais, le destin de la France et de l'Europe, celui du socialisme français et du socialisme européen, s'entrecroisent », écrit M. Charzat, qui évoque la *« crise de l'identité nationale »* pour inviter la gauche, *« héritière des conceptions universalistes et progressistes de notre histoire »*, à y répondre. Après avoir rappelé les réformes accomplies par la gauche au pouvoir, il estime que, *« moins que d'un glissement à droite de la société »*, elle a été victime *« du déplacement des aspirations individuelles et collectives et d'une traumatisante restructuration sociale, liée à des mutations de grande ampleur »*. Il lui reproche de sacrifier à *« un conformisme économique »* et de se satisfaire de *« gérer plus humainement les difficultés de l'adaptation au monde qui vient »*.

La deuxième partie de l'avant-projet, intitulée : *« Morale et méthode du socialisme démocratique »*, affirme, notamment, que *« la grandeur du socialisme démocratique européen a été d'assurer la promotion morale et matérielle des prolétaires partout où il ne fut pas supplanté, écrasé par le bolchevisme et le communisme d'Etat »*, et que les socialistes *« sortent moralement indemnes de la faillite du communisme. »* « Mais, ajoute-t-il, *l'idée du socialisme, elle, ne sort pas intacte de l'effondrement du prophétisme révolutionnaire et de l'autodissolution du communisme d'Etat. [...] L'histoire a donné raison au socialisme démocratique contre le bolchevisme et ses différents avatars, mais il n'a pas eu raison du capitalisme. »*

Pour *« refonder »* une *« culture politique de progrès »*, l'avant-projet propose, d'abord, une critique des erreurs de la tradition socialiste : son scientisme, son positivisme et son déterminisme. Contre le marxisme, il veut réhabiliter un autre courant de pensée socialiste, celui du duc de Leroux et Proudhon jusqu'à Jaurès, *« place le pluralisme au cœur de sa réflexion »*. Se référant à Edgar Morin, il développe l'idée de la « complexité ». Il défend ensuite l'esprit critique, qui, *« contrairement au nihilisme, défend les acquis de la démocratie et s'efforce de les rendre conquérants »*. Il emprunte enfin à Habermas le thème de la *« communication entre les citoyens »* comme fondement du lien social et définit l'action politique comme institution d'un *« espace public de délibération »*.

Revendiquant l'humanisme contre les différentes formes de l'anti-humanisme contemporain, l'avant-projet énonce les valeurs – respect de la vie, liberté, égalité, justice, tolérance, solidarité, responsabilité – constitutives d'une *« éthique de l'homme en société »*. Parce que les droits de l'homme peuvent être utilisés comme *« alibi à la bonne conscience des nantis »*, il affirme que *« le moment est venu de reformuler les droits de l'homme en devoirs envers tous les hommes »*. Quant à la méthode, énonce-t-il, *« le socialisme démocratique fait des antagonismes de classes, de générations, de sexes, de goûts culturels, de convictions morales ou religieuses le moteur de la lutte pour le droit »*. Aussi le *« compromis »* est-il *« le mode privilégié d'une régulation sociale et politique créatrice de droits et de libertés nouveaux »*.

L'avant-projet s'étend sur *« la dimension écologique de l'action socialiste »*, en précisant qu'il s'agit d'un écologisme *« politique »*. Celui-ci implique de définir les principes d'une bio-éthique autant que de préserver l'environnement et de *« relever le défi démographique »* dans les pays du Sud, en évitant que ne se creuse un *« fossé écologique »* entre ceux-ci et le Nord. Pour atteindre ces objectifs, le socialisme s'oppose au libéralisme économique, *« doctrine qui fait du capitalisme un système « naturel », où la main invisible du marché suffit à tout régler dans l'harmonie »*. « *Il faut affirmer clairement que certains domaines doivent être soustraits au marché et que d'autres ne doivent pas échapper à la fixation de règles par la puissance publique – locale, nationale ou mondiale, – sauf à admettre que des pans entiers de la vie sociale, échappant à toute maîtrise collective, se trouvent fortement dégradés. »*

Pour une déontologie des médias

Définissant les objectifs du socialisme démocratique, la troisième partie de l'avant-projet défend la perspective de la *« citoyenneté intégrale »*, répondant à *« l'aspiration des hommes à la maîtrise collective de leur destin »*. Cela passe par une *« culture de la liberté »*, contre la *« culture » ordinaire, marchande »*, porteuse d'une *« conception du monde conformiste, asepti sée, qui rend opaques les mécanismes sociaux et les repères collectifs »*. La *« mission civique et sociale de l'école »* doit être affirmée. *« L'école publique constitue la pièce centrale de l'espace public républicain : elle organise la diffusion des savoirs, des repères culturels, et veut assurer l'égalité des chances. C'est pourquoi elle ne choisit pas ses élèves et est tenue d'accueillir tous les enfants. »* L'avant-projet propose, à titre d'option devant être débattue par les socialistes, l'étude, à l'école, de l'histoire des grandes religions.

Le *« quatrième pouvoir »*, celui des médias, est décrit par l'avant-projet comme ayant acquis *« une influence considérable, qui n'a pas sa contrepartie de responsabilités »*. *« Le souci du scoop, le complexe du Watergate, le colportage de calomnies sur la vie privée d'hommes publics, le ton de persiflage permanent contribuent à altérer le débat politique. Les citoyens, pour leur part, pâtissent parfois d'atteintes à leurs libertés, dont le cas des prévenus jetés prématurément en pâture à l'opinion n'est qu'un exemple. Une déontologie des professions du quatrième pouvoir, une éthique de la communication devraient être recherchées en associant professionnels et usagers de l'information. »* S'agissant des chaînes de télévision publiques, deux options sont présentées : l'une propose d'y limiter le volume de la publicité, l'autre d'y supprimer purement et simplement la publicité de marque, une taxe étant prélevée sur *« l'ensemble des investissements publicitaires »*.

La moralisation de la vie politique est également matière à options dans l'avant-projet, qui donne à choisir entre une nouvelle limitation et l'interdiction du cumul des mandats. Il propose de faire progresser la *« démocratie participative »*, en élargissant *« le champ de la concertation sociale à l'ensemble de ceux qui ne s'estiment pas pris en charge par les organisations syndicales »*, notamment les retraités, les malades, les handicapés, les chômeurs. Il se prononce aussi pour le référendum d'initiative populaire, la poursuite de la décentralisation, la révision des modes de scrutin cantonal, régional et sénatorial, et affirme que, s'agissant des compétences dévolues aux collectivités locales, *« le choix ne peut plus, à l'évidence, être éternellement différé »* entre la région et le département.

Les institutions doivent être rééquilibrées, soit dans leur pratique – première option, qui n'envisage d'autre révision que la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, – soit dans leur conception même – une seconde option, *« à rédiger éventuellement »*, évoque une *« évolution vers un système présidentiel à l'américaine »*. Dans les deux cas, l'avant-projet se prononce pour l'allongement de la durée des sessions parlementaires, le redécoupage des commissions, la limitation de l'usage de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (engagement de la responsabilité du gouvernement sur un texte) et la modification de la durée du mandat présidentiel.

Afin de *« briser les engrenages de l'exclusion »*, plusieurs moyens sont envisagés : l'instauration d'un droit à l'emploi ou à la formation pour tous les jeunes de dix-huit à vingt ans, qui existe en Suède depuis 1984 ; l'abaissement à cinquante ans de l'âge d'application de la pénalité due par les entreprises en cas de non-reclassement d'un salarié licencié ; l'établissement d'un *« droit à l'insertion »* en faveur des personnes privées d'emploi ; le renforcement des dispositifs d'intégration des handicapés.

Parce aux problèmes de l'immigration, l'avant-projet affirme que *« le maintien du blocage de toute nouvelle immigration s'imposera, au moins aussi longtemps que la situation de l'emploi l'exigera »*, et expose des analyses très proches de celle développées, depuis 1988, par M. Mitterrand. L'avant-projet propose deux options sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, l'une favorable, l'autre défavorable.

Un « nouveau compromis historique »

L'avant-projet dessine un *« nouveau compromis historique avec le capitalisme »*, en défendant, contre la vision purement libérale, la stratégie de *« l'offre compétitive »*, qui implique *« de nouvelles régulations socio-économiques »* et une *« complémentarité des acteurs publics et privés »*, conduits à *« s'épauler mutuellement »* dès lors que *« les entreprises privées ne peuvent s'en remettre entièrement à la Bourse »* et que *« les entreprises publiques ont besoin de capitaux abondants pour financer leur développement au moment où les ressources budgétaires se raréfient »*. Deux options sont proposées sur l'emploi des ressources résultant de la vente *« d'une partie – minoritaire – du capital des entreprises nationales »*, l'une les affectant au développement de ces entreprises, l'autre autorisant leur utilisation pour des dépenses d'ordre budgétaire.

Pour améliorer la création d'emplois, un *« freinage réussi des gains de productivité »* peut être tenté dans les secteurs abrités de la concurrence, comme le tertiaire marchand. Ailleurs, il faut stimuler la productivité, en réduisant *« les autres coûts »* si l'on veut épargner l'emploi. Pour abaisser le coût du travail, l'avant-projet recommande la circonspection sur une éventuelle déréglation des salaires, mais envisage une réforme de la structure des prélèvements sociaux, qui pénalise le travail peu qualifié. Il propose deux options – en passant par la négociation ou par la loi – pour réduire la durée du temps de travail. Favorable aux services et emplois de proximité, il souhaite, d'autre part, le renforcement des aides à la création d'entreprises d'insertion.

« Assumer la tendance à la dissociation entre le travail et le revenu », propose le texte, en observant que cette tendance n'a fait que se renforcer depuis le début du siècle, à travers le développement des congés et des transferts sociaux. Le chapitre consacré à la sécurité et à la politique internationale propose deux options, la première réaffirmant la nécessité d'une *« politique de défense ambitieuse »*, la seconde restant à rédiger. Partisan d'une union européenne qui *« se limite aux mises en commun de souveraineté utiles »*, il met en garde les démocrates contre le danger qu'il y aurait à considérer *« le fait national comme dangereux ou désuet »*, car ce serait laisser *« cet espace majeur de défense des libertés aux nationalistes, aux xénophobes et aux racistes »*. Au sujet de la défense européenne, deux options sont, là aussi, proposées, l'une en faveur d'un *« pôle européen de défense »*, l'autre, de la conception américaine d'un « pilier européen » de l'Alliance atlantique. Pour ce qui est des pays de l'Est, la formule de la confédération, proposée par M. François Mitterrand, est considérée comme *« la forme la plus souple d'association »*, sans que cela interdise l'association économique – et même, avant le terme de celle-ci, politique – à la CEE des Etats qui le demanderaient.

Avec plus de 3 764 jours de présence à l'Elysée

M. Mitterrand bat le record du général de Gaulle

M. François Mitterrand a égalé, lundi 9 septembre le record de présence à l'Elysée pour un président de la République française, établi par le général de Gaulle.

Elu à la présidence de la République le 21 décembre 1958, le général de Gaulle avait officiellement succédé à René Coty le 8 janvier 1959. Ayant démissionné à la suite de l'échec du référendum sur la régionalisation et la transformation du Sénat, le 28 avril 1969, il était donc resté en fonction 3 764 jours. M. François Mitterrand avait été élu, pour la première fois à la présidence de la République le 10 mai 1981. C'est le 21 mai qu'il avait officiellement succédé à M. Valéry Giscard d'Estaing. Le 9 septembre 1991, il siégeait donc à l'Elysée depuis 3 764 jours.

Champ de ruines

par Patrick Jarreau

LES socialistes sentent le sol se dérober sous leurs pieds. *« Y a-t-il encore une gauche en France ?»*, demandait l'un d'entre eux en contrepoint du colloque des « transcourants », ce week-end, à Lorient. Et d'ajouter : *« Le problème, c'est que la gauche, c'était le Parti communiste... »* L'hommage posthume s'adresse à un parti qui a longtemps joué un rôle de faire-valoir pour le PS, en exprimant une demande de changement social à laquelle il était incapable de répondre lui-même. Marx est mort, Lénine est mort, le communisme est mort, et le socialisme français ne se sent pas très bien.

Désorientés, certains cherchent une sortie. A Chenôve, M. Jean-Pierre Chevènement a parlé d'un *« grand parti républicain du progrès »*. A Lorient, il était aussi question, selon l'expression de M. François Hollande, du *« dépassement du PS »* et, là encore, d'un *« parti du mouvement »*. Pour M. Michel Delebarre, le mieux serait encore de prouver le mouvement en marchant, c'est-à-dire de mettre à profit les deux années qui restent avant les élections législatives pour aller de l'avant, en menant à leur terme les réformes – la décentralisation, principalement – engagées il y aura bientôt dix ans, et en changeant les modes de scrutin.

D'hypothèse Delors – que le calendrier français et européen fait paraître chimérique – en spéculations sur la manière dont le président de la République pourrait bousculer les échéances, les socialistes sont en quête d'une initiative mirobolante, capable de les tirer d'affaire comme, en juillet 1984, le changement de gouvernement et le « référendum sur le référendum ». La différence est qu'il y a sept ans, le pouvoir devait faire face à une offensive de la droite, clairement définie et orientée, tandis qu'il souffre, aujourd'hui, d'une désaffection diffuse, motivée moins par sa politique que son absence de projet, son inefficience dans les domaines auxquels les Français sont le plus sensibles, la banalisation de ses choix et le doute qui paraît l'avoir saisi lui-même.

Que reste-t-il ?

Le marasme idéologique qui affecte le PS n'est pas nouveau, mais l'implosion du communisme semble l'avoir mis à nu. La disparition du repoussoir que représentait le système soviétique révèle la vacuité d'un dispositif intellectuel et politique conçu, à l'origine, en opposition à ce système et qui aura vécu de cette contradiction. Si ce n'est pas, à l'évidence, le socialisme démocratique qui a sombré à l'Est, c'est, en tout cas, le capitalisme qui a gagné. Il est sans doute trop tôt encore pour que les socialistes puissent exprimer être récompensés de la clairvoyance dont ils avaient fait preuve, historiquement, en prédisant que la voie communiste était vouée au pire et à l'échec.

C'est à ce moment précis, pourtant, que le PS s'engage dans la phase finale de *l'aggiornamento* tant réclamé et promis depuis des années, avec la publication de l'avant-projet sur la base duquel la discussion doit s'organiser dans le parti afin de le doter d'une doctrine *« pour l'an 2000 »*.

Le travail accompli par M. Michel Charzat, ancien proche de M. Chevènement et chargé de la préparation du projet au secrétariat national du PS, constitue une impressionnante tentative de « ressourcement » du socialisme démocratique, par-delà le marxisme et hors de lui. Utilisant les apports des intellectuels de toute discipline consultés depuis l'an dernier, le texte de M. Charzat dresse un constat implacable du champ de ruines qu'est devenu la gauche politique et sociale des années 60 et 70, pour en tirer, un peu comme M. Delebarre à Lorient, des raisons de se mettre au travail.

Le propos de M. Charzat rejoint celui que M. Delors a développé devant les « transcourants » : que reste-t-il de la gauche ? La volonté de recréer un tissu social là où l'emportent l' *« émiettement »* et l'individualisme. Cette volonté n'est pas l'apanage du PS, et il n'est pas sûr que les partenaires – écologistes, communistes en rupture ou centristes – qu'il cherche à séduire lui en reconnaissent la primeur. Si les socialistes ont, à n'en pas douter, besoin d'un projet, peut-il être seulement un projet socialiste ?

sur la refondation de la gauche

M. Delors s'en tient à une social-démocratie chrétienne

LORIENT

de notre envoyé spécial

Les animateurs de Démocratie 2000 étaient assez fiers de voir les projecteurs pointés sur leurs sixièmes rencontres annuelles, samedi 7 et dimanche 8 septembre. Sans négliger la publicité, ils ne sont pas de ceux qui la recherchent le plus, et ils avaient même été un peu étonnés de l'écho rencontré en décembre dernier par leur « manifeste des quadragénaires », dénonçant la sclérose de la vie politique en France. Cependant, l'affluence médiatique provoquée par le colloque de Lorient était due moins au thème inquiétant qu'ils avaient assigné à leurs débats – *« populisme ou démocratie ?»* – qu'à la présence de leur hôte habituel, M. Jacques Delors, placé depuis quelques semaines au centre des conjectures sur la suite du septennat et sur la future bataille présidentielle.

« J'ai failli être impoli »

Le président de la Commission européenne est incontestablement plus à l'aise parmi les anticonformistes « transcourants » du PS que devant les instances officielles d'un parti qui ne l'a jamais tout à fait reconnu comme l'un des siens. Bien que signataire, au congrès de Rennes, en mars 1990, de la motion de MM. Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin, M. Delors se garde de participer aux batailles de courant et n'entretient aucun réseau d'élus. Quinze ans après son arrivée au PS, son lien avec les socialistes passe toujours par M. François Mitterrand, dont il est un allié circonspect. Aussi l'évocation d'une « hypothèse Delors» comme ultime chance d'un septennat contrarié et réservé d'oxygène pour un nouveau souffle de la gauche était-elle attribuée par beaucoup, à Lorient, à une origine élyséenne.

Leurre ou réalité, la mise à feu de cette fusée qu'on n'attendait plus n'a donné lieu à aucun propos explicite de la part des intervenants au colloque, ni de celle de l'intéressé lui-même, sinon par prétérition. *« Je suis ici parce que j'ai été invité*, a-t-il précisé d'emblée, *mais j'ai failli être impoli et ne pas venir. En lisant certains commentaires, je me suis posé une question à laquelle seul Raymond Devos pourrait répondre : comment entrer en France sans faire de rentrée politique et tout en rentrant à Bruxelles ?»*

Le président de la Commission européenne, qui confiait en privé ne vouloir en aucun cas alimenter contre Mme Edith Cresson une campagne semblable à celle qui avait visé, en 1973, M. Pierre Messmer (1), a défini sa position par rapport au premier ministre. *« Pour ce qui est l'essentiel*, a-t-il dit, *le premier ministre et le gouvernement travaillent. Aidons-les de nos suggestions si nous en avons. Apportons-leur notre appui politique, sans coupe les cheveux en quatre et sans spéculer.»* Et d'ajouter : *« Laissez-moi travailler et accomplir la tâche qui m'a été confiée »*, avant de se plaindre d'être la *« victime »* du fait que ce soient *« les médias qui fixent l'agenda politique »*, faute, pour les politiques, d'être capables de le faire eux-mêmes.

Ce n'est pas M. Delors qui tombera dans ce travers. Il a assené à un auditoire perplexe un abrégé de social-démocratie chrétienne sans réelle surprise, mais dont le classicisme même rendait certains rêveurs. Le président de la Commission européenne a illustré, en fait, le principe qu'il a énoncé au début de son discours : *« Il faut conserver ses idées »* M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, qui venait de reprocher à la politique de *« prendre du retard »*, a servi de cible aux piques de M. Delors contre ceux qui font profession de dénoncer les *« vieilles lunes »*. L'ancien ministre de l'économie croit toujours, lui, qu'il faut *« recomposer la société, articuler la société, trouver un autre modèle de développement »*, que le marché est irremplaçable mais *« myope »*, que l'action publique ne doit pas se limiter à la défense de la monnaie – étant bien entendu qu'il ne dit pas cela pour l'actuel gouvernement, – que l'aménagement du territoire ne saurait se passer du Plan, que *« la région doit être opérationnelle »*, les syndicats, renforcés, et la vie associative, *« dense et constante »*.

M. Delebarre : non au consensus mou

Ces propos confiants tranchaient assurément avec les incertitudes exprimées au cours d'une journée de demie de débats dominés par une interrogation lancinante chez les socialistes : et si l'effondrement du communisme marquait non seulement la fin d'un système dictatorial, mais aussi celle d'une période de l'Histoire hors de laquelle le socialisme, de quelque manière qu'on le définisse, n'a plus de sens? *« Cela ne va pas être si facile d'être socialiste dans les prochains mois »*, a concédé M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville, qui bien qu'*« optimiste de nature »* – ou peut-être pour cette raison même, – a détaillé comme à plaisir les éléments d'un contexte accablant pour le PS. *« Pourtant, a-t-il dit, je suis convaincu que si nous perdons les législatives de 1993, ce sera plus parce que nous n'aurons pas su trouver et faire comprendre les raisons d'espérer et de se battre à gauche que parce que la droite aura présenté un projet alternatif crédible pour notre pays. »*

Pour M. Delebarre, c'est en allant de l'avant que la gauche se donnera des chances de ramener à elle des citoyens vite oublieux de ce qu'elle a su faire en dix ans. Ses propositions : *« Ne pas laisser à la droite le thème de la décentralisation de l'appareil éducatif »* et accepter *« clairement de poursuivre la décentralisation »* en général, car *« ce n'est pas dans le consensus mou que l'on gagne le combat politique, mais dans la clarification des enjeux »*. M. Delebarre s'est prononcé aussi pour la réforme des modes de scrutin, en s'inspirant du système municipal à deux tours. Il a insisté, enfin, sur la lutte contre les inégalités, les socialistes devant démontrer que *« le capitalisme n'est pas plus consubstantiel à la démocratie que le socialisme ne l'est à la bureaucratie »*.

P. J.

(1) Cette campagne, lancée par une couverture de l'hebdomadaire *le Point* titrée : *« Messmer doit partir »*, mettait en cause les compétences du premier ministre d'alors et le jugement du président de la République, Georges Pompidou, qui l'avait désigné pour remplacer M. Jacques Chaban-Delmas, en juillet 1972, alors que celui-ci était soutenu par la majorité de l'Assemblée nationale.

M. Jean Poperen souhaite une « nouvelle structure »

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a appelé de ses vœux, samedi 7 septembre, la création *d'« une nouvelle structure »* pour *« le parti du mouvement »* afin de répondre au défi du *« nouveau monde »*.

A l'heure du débat sur la « refondation» de la gauche, M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, n'est pas en reste dans les diverses tentatives de « refonder» une pensée de gauche. Les rencontres qu'il a organisées du 6 au 8 septembre, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), sur le thème «le Sud et nous», n'avaient pas d'autre ambition que d'esquisser une nouvelle grille de lecture permettant d'y voir un peu plus clair dans le *« nouveau monde »* en gestation.

A cette fin, M. Poperen avait réuni un panel de personnalités étrangères, tels Mme Benazir Bhutto, ancien premier ministre du Pakistan, M. Hocine Aït Ahmed, président du Front des forces socialistes d'Algérie, ou M. Vladimir Fédorovski, porte-parole du conseil politique du Mouvement des réformes démocratiques d'Union soviétique, ainsi que des chercheurs et intellectuels français comme MM Alain Finkielkraut, Alain Minc, Gilles Kepel, Maurice Agulhon ou le «Franco-Espagnol» Jorge Semprun.

Il ressort des diverses interventions que le catastrophisme n'est pas nécessairement de mise en ce qui concerne l'avenir de l'Union soviétique, car il serait possible d'apaiser les passions nationalistes en créant de nouvelles solidarités économiques. En revanche, les flux migratoires, en provenance d'un Est guetté par le risque de *«sudisation»* et d'un Sud abandonné à son sort par un Occident devenu indifférent, vont constituer le défi majeur de ces prochaines années.

Et, à propos de l'immigration, M. Poperen ne s'est pas privé de faire une incursion dans le débat franco-français. *« Je n'accepte pas que nous soyons mis en accusation»* a-t-il affirmé, rappelant que *« la fameuse loi du marché»* porte une lourde responsabilité dans l'afflux d'immigrants durant les années 60. Puis, traçant les perspectives qui s'offrent à la gauche en cette période de bouleversements, il a appelé de ses vœux la *« nécessaire nouvelle structure que le parti du mouvement doit mettre en place »*. *« Ainsi,* conclut-il, *les conditions d'un tournant politique seront davantage créées. Nous travaillons aussi à cela.»*

FRÉDÉRIC BOBIN

□ **M. Kouchner critique la communication de M. Mitterrand.** – Devant les jeunes rocardiens réunis au Cap-d'Agde (Hérault), M. Bernard Kouchner a estimé que *« l'impression* [donnée par les interventions de M. François Mitterrand consacrées au coup d'Etat de Moscou] *a été négative»*. Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire a indiqué : *« Il faudrait proposer à François Mitterrand d'autres méthodes d'intervention que devant quatre journalistes figés. Je crois que les gens de communication qui l'ont conseillé devraient le faire différemment. »*

M. Chevènement cherche à organiser une « galaxie républicaine »

A l'initiative des amis de M. Jean-Pierre Chevènement, les membres de la Gauche socialiste de MM. Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon et de Mme Marie-Noëlle Lienemann, ainsi que certains militants ex-jospinistes et ex-poperenistes opposés à la guerre du Golfe, se sont réunis à Chenôve (Côte-d'Or), samedi 7 et dimanche 8 septembre, pour appeler à la « refondation de la gauche ».

CHENÔVE

de notre envoyé spécial

M. Chevènement a presque promis du sang et des larmes. Comme l'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de reconstruire la gauche, les participants aux rencontres socialistes de Chenôve n'ont cependant pas bronché. Il y avait là, disséminés parmi les militants du courant de l'ancien ministre de la défense, les «moutons noirs » du Parti socialiste qui s'étaient opposés au gouvernement pendant la guerre du Golfe : certains militants parisiens naguère proches de M. Jospin, d'autres, emmenés par Mme Maryse Bergé-Lavigne, sénateur de Haute-Garonne, en rupture de ban avec M. Poperen, et enfin ceux de la Gauche socialiste, qui regroupe depuis peu les amis de MM. Dray et Mélenchon ainsi que ceux de Mme Lienemann. Tous souhaitent à présent sortir le PS de l'ornière gestionnaire où il s'est embourbé, selon eux, depuis 1983. Ils ne comptent guère pour y parvenir sur le travail de M. Michel Charzat, ancien membre de Socialisme et République en délicatesse avec M. Chevènement, attelé au nouveau projet socialiste.

« Les regroupements qui se sont opérés ne sont pas de circonstance, il s'agit de véritables lignes de force », a averti M. Dray. Pour les uns et les autres, la guerre du Golfe, ponctuée par la démission spectaculaire de M. Chevènement, a été l'événement fondateur. S'y ajoutent maintenant la critique des choix de politique économique du gouvernement et une analyse singulière de l'effondrement du communisme à l'Est.

Les reproches n'ont d'ailleurs pas manqué à l'encontre des choix élyséens appliqués depuis Matignon. *« Le Parti socialiste est fermé pour cause de gestion depuis bien des années, (...) je n'ai pas l'intention d'insister sur son bilan»*, a ironisé M. Chevènement. Pour autant, *« la gauche doit continuer »*. L'ancien ministre de la défense, favorable depuis longtemps à sa *« refondation »*, en a présenté les grandes étapes. Pour répondre au « big bang » provoqué par la crise du Golfe, le maire de Belfort entend organiser *« une galaxie républicaine »* qui devrait *«après environ deux ans de décantation»* céder la place à partir de 1993, année d'élections et, sans doute, année de congrès, à *« un grand parti de mouvement»*.

Ce parti rassemblera, outre les socialistes, les forces morales, les croyants, certains gaullistes *« qui ont gardé une certaine idée de la France »*, les écologistes qui distinguent *« leur main droite de leur main gauche »*, et enfin *« ceux qui ont confondu leur espérance avec le communisme».*

Tout comme M. Mélenchon, M. Chevènement s'est d'ailleurs bien gardé de *« participer à la curée »* anticommuniste. Il a insisté sur *« les espaces de liberté »* créés, dans le monde occidental et dans le tiers-monde, grâce au communisme. Pour l'ancien ministre de la défense, *« si le PC c'est fini, le PS est toujours là, mais Epinay* (congrès fondateur de l'actuel Parti socialiste, en 1971), *c'est aussi fini»*. Loin des *« calculs mesquins»*, M. Chevènement entend camper, au sein du PS, sur ces positions contestataires en attendant qu'un vent meilleur alimente de nouveaux espoirs.

GILLES PARIS

Pour M. Mermaz, ce n'est pas aux socialistes d'« aller faire le ménage au PC »

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

Bien qu'ils se défendent de céder à la morosité ambiante qui a largement gagné les rangs socialistes, les mitterrandistes «pur sucre», réunis dans le club Priorités aujourd'hui de M. Louis Mermaz, ont du vague à l'âme. Avec l'effondrement du communisme en URSS, ses conséquences sur l'état de la gauche en France et la campagne, déjà engagée par la droite, pour jeter le discrédit, dans un même amalgame, sur les anciens régimes de l'Est, le Parti communiste français et le pouvoir socialiste actuel, ils savent que les jours à venir ne seront pas roses.

A l'occasion des rencontres organisées les 6 et 7 septembre à Aix-en-Provence par Priorités aujourd'hui, M. Mermaz a, le premier, défini la menace qui se dessine. *« Ce qui vient de se passer à l'Est va provoquer à travers le monde une formidable insolence des conservatismes»*, a-t-il affirmé dans un entretien publié par *la Croix* du 7 septembre. Ce que certains militants, tel M. Jacques Mahéas, député de la Seine-Saint-Denis, ont aussitôt retraduit, sans plus de précaution, de la façon suivante : *« Les événements à l'Est n'arrangent pas la démocratie en France.»*

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, s'est également scandalisé de l'attitude de *« ceux qui se précipitent à Moscou, pour être sur la photo avec Boris Eltsine, avec l'espoir de ramasser la mise»*. Après avoir rappelé les conquêtes du mouvement ouvrier et la part prise par les militants communistes dans les combats pour la liberté, M. Marchand a ajouté : *« La démocratie appartient au peuple. L'Histoire sait discerner ceux qui en ont été les premiers artisans, et je trouve indécent que certains commis-voyageurs tentent d'aller vendre sous les murs du Kremlin un fonds de commerce qui ne leur appartient pas. »*

Il ne faut pas, en somme, se tromper sur l'identité des *« vainqueurs de l'Histoire »*. Président de la commission historique du Parti socialiste et secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. Louis Mexandeau s'est d'ailleurs chargé d'établir la pureté originelle du socialisme français, qui, par la voix de Léon Blum, dès 1920, aurait eu raison avant tout le monde. *« Nous sommes convaincus, jusqu'au fond de nous-mêmes, que, pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison»*, avait lancé le leader socialiste à la majorité bolchevique du parti, au terme de son fameux discours du congrès de Tours.

L'*« aventure »* a donc duré quelque soixante-dix ans, et au moment où, avec le projet socialiste, elle s'apprête à voir une nouvelle fois sa façade repeinte, *« la vieille maison»* se trouve placée devant un environnement inattendu. Que faire des communistes ? *« Nous avons désormais la responsabilité de toute la gauche. Il ne faut laisser personne orphelin »*, a répondu M. Mexandeau. Les amis de M. Mermaz, dont beaucoup furent a